

Bilan de session parlementaire:

LE GOUVERNEMENT LIBÉRAL EN SURSIS
ET SOUS HAUTE SURVEILLANCE POUR 2023!

OTTAWA, le 18 janvier 2023 – Le député de Montarville et porte-parole du Bloc Québécois en matière d'affaires étrangères, M. Stéphane Bergeron, a joint sa voix à celle du chef de sa formation politique, M. Yves-François Blanchet, pour dresser un bilan peu reluisant de la performance du gouvernement libéral au cours de la session parlementaire qui s'est achevée en décembre dernier. Un constat se dégage assez facilement; celui d'un gouvernement fédéral plus motivé et rempli d'entrain à s'ingérer dans les compétences du Québec et des provinces, que de s'acquitter de ses propres responsabilités constitutionnelles, où il est allé d'échec en échec.

«Les libéraux agissent avec une arrogance renouvelée envers le Québec et les provinces. Les troupes de Justin Trudeau ne se cachent plus pour affirmer qu'Ottawa doit accaparer les juridictions du Québec et des provinces. Son moyen, c'est de les affamer là où ça fait le plus mal: la santé. On le voit dans leurs tentatives de rompre le consensus des provinces sur le financement de la santé en proposant des ententes individuelles à rabais et assorties de conditions avec certaines d'entre elles. On le voit aussi dans l'annonce de seuils d'immigration irresponsables, sans consultation, ou pire, malgré les objections évidentes, ou dans la pérennisation du chemin Roxham, un accès inhumain pour des gens vulnérables et qui va bien au-delà de la capacité du Québec de les franciser et d'en prendre soin. On le voit également dans le projet de loi C-13 (loi sur les langues officielles), qui se substitue à la Charte québécoise de la langue française», a fait valoir M. Blanchet.

«On constate que le gouvernement de Justin Trudeau est usé et qu'il gère à la petite semaine, sans la moindre vision à long terme, comme on a notamment pu le constater, par exemple, avec des réactions pour le moins contradictoires face aux allégations d'ingérence de la République populaire de Chine dans les affaires internes du Canada — prétendument ferme et déterminé en présence du président chinois, mais de nouveau nébuleux et timoré une fois de retour en sol canadien — ou au chapitre de l'environnement — pérorant sans cesse au sujet de beaux principes vertueux, mais semblant parfaitement incapable de joindre les gestes à la parole, comme on a pu le voir au cours des deux plus récentes COP sur les changements climatiques et la biodiversité, où le Canada n'a guère fait meilleure figure que les autres pétromonarchies de la planète au niveau de l'exploitation des hydrocarbures et du soutien à l'industrie pétrolière. Et que dire de sa performance tout simplement calamiteuse dans la gestion des frontières aux pires moments de la pandémie ou encore sa gestion des aéroports, des passeports, du contrôle des armes à feu ou des dossiers d'immigrations, qui donnent lieu à de véritables cas de discrimination, principalement à l'égard de francophones? Et ça prétend pouvoir se faire donneur de leçons, notamment en matière de santé, alors qu'Ottawa ne gère aucun hôpital civil ni aucun établissement de soins pour les aînés! Tout cela ne peut qu'alimenter la réflexion des Québécoises et Québécois quant à leur avenir dans ce pays», d'ajouter M. Bergeron.

Le Bloc Québécois au service des Québécoises et Québécois

«En 2023, le Bloc Québécois poursuivra sa bataille visant à faire en sorte que les entreprises sous juridiction fédérale soient, au Québec, assujetties aux dispositions de la Loi 101. Si le gouvernement libéral était aussi sincère qu'il le prétend sur la question de la protection du français, il accepterait cette proposition raisonnable et pleine de bon sens. Il n'est pas normal, au Québec, que des gens ne puissent encore travailler en français! L'entêtement du gouvernement est également perceptible dans le dossier du projet de loi C-21 portant sur l'interdiction des armes d'assaut. Le Bloc Québécois a réussi à faire ajouter des journées d'audiences publiques, afin de faire en sorte que davantage d'experts soient entendus et de s'assurer, par la même occasion, d'un juste équilibre entre protection civile et droits des chasseurs. Et ce n'est là qu'un bref aperçu du travail efficace et consciencieux qu'accomplit quotidiennement le Bloc Québécois dans le meilleur intérêt des Québécoises et Québécois», de poursuivre le député de Montarville.

Des partis fédéralistes aux antipodes des intérêts du Québec

«Il existe, a-t-il précisé, une réelle déconnexion entre les partis fédéralistes présents sur la scène fédérale et le Québec, et ce décalage apparaît avec autant plus d'acuité à la lumière des gestes que ceux-ci ont posés au cours de la dernière session parlementaire. Alors qu'ils prétendent, la main sur le cœur, que la situation du français les préoccupe, ces mêmes partis ont défait le projet de loi C-238 que nous avons déposé et qui visait à faire en sorte que les dispositions de la Charte de la langue française s'appliquent aux entreprises de compétence fédérale sur le territoire du Québec. Ce sont toujours ces mêmes partis qui se sont ligüés pour voter contre notre projet de loi C-237 limitant le pouvoir fédéral de dépenser et pour rejeter notre motion invitant à rompre tous les liens encore existants avec la monarchie britannique! L'Assemblée nationale du Québec s'est affranchie du serment au roi, une avancée que le Parlement fédéral est trop frileux pour même évoquer... Décidément, quand il s'agit de faire obstacle au Québec, les libéraux n'ont guère de difficulté à trouver des alliés au sein de ce Parlement!»

«L'année 2023, avec des projections économiques plutôt pessimistes et des rumeurs irresponsables d'élections fédérales, s'annonce déjà quelque peu difficile, mais la population du Québec sait qu'elle peut toujours compter sur les 32 députés du Bloc Québécois pour défendre ses intérêts et faire obstacle aux manœuvres des partis fédéralistes visant à lui nuire», de conclure Stéphane Bergeron.

-30-

Source: Jeanne-Lise Devaux Pelier, agente de communications
Bureau du député Stéphane Bergeron
@ jeanne-lise.devauxpelier.349@parl.gc.ca
☎ 450 922-BLOC (2562)